

OFFRE DE L'ÉDUCATION COMPLÈTE À LA SEXUALITÉ (ECS)



VENKATRAMAN CHANDRA-MOULI

ABDOULAYE OUSSEINI

GINETTE HOUNKANRIN

KETCHEN SERAH ASHUNYA



Objectifs du module

A la fin de ce module, les participant (e)s seront capables de :

- Présenter l'importance de l'éducation complète à la sexualité et ses concepts clés
- Fournir une éducation sexuelle complète ou aider d'autres acteurs à fournir une éducation sexuelle, conformément aux directives du programme de l'OMS
- Adapter les bonnes pratiques en matière d'éducation complète à la sexualité dans les contextes spécifiques



Plan du module

PERSPECTIVE GLOBALE

- ✓ Définition de l'éducation complète à la sexualité
- ✓ Rationnel pour l'offre des programmes d'éducation complète à la sexualité
- ✓ Considérations d'ordre programmatique
- ✓ Lignes directrices de l'OMS en matière d'éducation complète à la sexualité

PERSPECTIVES REGIONALES

- ✓ Contexte régional (pays francophones)
- ✓ Défis et initiatives régionales
- ✓ Secteurs clés et rôles dans la mise en œuvre de l'ECS
- ✓ Principaux messages sur l'éducation complète à la sexualité



A L'ECHELLE MONDIALE



- **L'ECS** : processus d'enseignement et d'apprentissage des aspects cognitifs, émotionnels, physiques et sociaux de la sexualité. Il peut être dispensé en contexte scolaire ou extrascolaire.

Définition ¹

L'ECS vise à doter les enfants et les adolescents :

- i. des connaissances, des compétences, des attitudes et des valeurs qui leur permettront de réaliser leur santé, leur bien-être et leur dignité,
- ii. des aptitudes à développer des relations sociales et sexuelles respectueuses,
- iii. de la capacité à reconnaître comment leurs choix affectent leur propre bien-être et celui des autres,
- iv. des habiletés à comprendre et assurer la protection de leurs droits tout au long de leur vie.



Concepts clés dans les programmes ECS ¹

Huit composantes clés de l'ECS :

1. Les relations interpersonnelles
2. Valeurs, droits, cultures et sexualité
3. Comprendre le genre
4. La violence et la sécurité
5. Compétences pour la santé et le bien-être
6. Le corps humain et le développement
7. Sexualité et comportement sexuel
8. Sujets relatifs à la santé sexuelle et reproductive

Elles doivent être adaptées en fonction du contexte socio-culturel de chaque pays ainsi que de l'âge des apprenants.



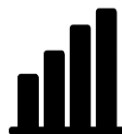
Huit caractéristiques d'une éducation à la sexualité de qualité



Scientifiquement correcte



Basée sur les droits humains



Progressive, adaptée à l'âge et au stade de développement



Basée sur l'égalité de genre



Fondée sur un programme



Culturellement pertinente et adaptée au contexte



Complete



Capable de développer les compétences nécessaires à des choix pour une bonne santé



Ces caractéristiques de qualité doivent être respectées en milieu formel ou informel

Rationnel ¹

- **Les adolescents ont besoin de l'ECS** : Besoin de connaissances et de compétences pour faire des choix éclairés. L'ECS permet d'accroître notamment les connaissances relatives aux divers aspects de la sexualité, aux comportements et aux risques de grossesse ou d'infection par le VIH et d'autres IST.
- **L' ECS s'est révélée efficace** : Il existe des preuves solides de ces effets positifs. Rien ne prouve que l'ECS augmente l'activité sexuelle, les comportements sexuels à risque ou les taux de VIH ou d'autres IST.
- **L'accès à des programmes d'ECS de bonne qualité et sa mise à disposition nécessitent une attention particulière** : De nombreux pays qui ont mis en œuvre des programmes ECS à grande échelle ont du mal à en garantir la qualité. En outre, la possibilité d'accéder à une ECS dépend souvent de la fréquentation scolaire.



Obligations en matière de droits humains

- L'ECS fait partie des obligations fondamentales des États en matière de respect du droit à la santé sexuelle et reproductive.
- L'ECS doit aborder la conscience de soi et la connaissance du corps, de la santé sexuelle et du bien-être.
- Tous les enfants et les adolescents doivent avoir accès à une ECS, qui doit être gratuite, confidentielle, adaptée au contexte socio-culturel; et non discriminatoire.
- L'ECS devrait être disponible à la fois en ligne et en présentiel. Elle doit être adaptée à l'âge des participants et fondée sur des preuves scientifiques, être complet et inclusif.
- Les programmes d'ECS devraient être élaborés avec les adolescents et faire partie du programme scolaire obligatoire.



Considérations d'ordre programmatique

- Il **existe un malaise profond au sujet de la sexualité des adolescents qui contribue aux obstacles à l'offre de ECS** : l'ECS doit être placée dans les agendas nationaux, et des stratégies doivent être mises en place pour obtenir le soutien de la communauté et identifier et traiter les résistances.
- Il existe **une idée fausse très répandue selon laquelle l'offre de ECS entraîne un comportement sexuel précoce ou à risque** : Il existe des preuves solides que l'ECS n'augmente pas l'activité sexuelle, les comportements sexuels à risque ou les taux de VIH ou d'autres IST. Ce message doit être largement diffusé.
- **Les enseignants manquent souvent d'une formation et d'un soutien de bonne qualité sur le contenu de l'ECS et sur la facilitation participative sans jugement** : les enseignants et les écoles doivent être soutenus pour dispenser l'ECS de manière efficace et pour impliquer les parents et les familles dans ce processus.
- **Faible coordination entre les ministères impliqués dans la mise en œuvre de l'ECS**: un mécanisme de coordination national solide est nécessaire pour harmoniser les efforts des ministères chargés d'encadrer les adolescents et des jeunes en milieu scolaire et extrascolaire.



Lignes directrices de l'OMS

- Lignes directrices de l'OMS sur la prévention des grossesses précoces et des issues défavorables de la grossesse chez les adolescentes dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Genève : Organisation mondiale de la santé ; 2025
- Lignes directrices unifiées sur la prévention, le diagnostic, le traitement et les soins de l'infection à VIH, de l'hépatite virale et des IST pour les populations clés. Genève : Organisation mondiale de la santé ; 2024
- Principes directeurs et programmatiques internationaux sur l'éducation complète à la sexualité en milieu extrascolaire: une approche factuelle des programmes non officiels proposés en dehors des environnements scolaires. New York: FNUAP; 2020.
- Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité : Une approche factuelle. Paris : UNESCO, ONUSIDA, FNUAP, UNICEF, ONU Femmes, OMS ; 2018
- Garantir les droits de l'homme lors de la fourniture d'informations et de services en matière de contraception : orientations et recommandations. Genève : OMS ; 2014



Publications complémentaires aux guides de l'OMS 2/2

- ALLIANCE DROITS ET SANTÉ (Réseau d'ONG pour les femmes d'Afrique) Engagé·e·s pour l'ECS - S'engager pour une éducation complète à la sexualité et des services de santé sexuelle et reproductive pour les adolescent·e·s et les jeunes dans les pays du Partenariat de Ouagadougou: Document de positionnement 2020-2021
- Intégrer le C dans l'ECS : Normes de contenu, d'exécution et d'environnement pour l'Éducation complète à la sexualité. Plan International (2020)



Réunion parents-enseignant sur l'éducation complète à la sexualité

L'éducation sexuelle encouragera-t-elle nos enfants à avoir des rapports sexuels ?

Non l'éducation à la sexualité ne conduit pas à une activité sexuelle précoce ou accrue

Les enfants ont besoin d'être informés pour être en bonne santé et faire de bons choix

PERSPECTIVE RÉGIONALE

CONTRIBUTEURS/ CONTRIBUTRICES

- **OUSSEINI ABDOULAYE**
- **GINETTE HOUNKANRIN**
- **KETCHEN SERAH ASHUNYA**

ACTIONS PRIORITAIRES AU NIVEAU DES DISTRICTS SANITAIRES :

- **MINTON EUDE EDITH DJENONTIN KOTCHOFA**
 - **RICHARD KALALA MBUYI**
 - **MOISE NSASU MUNAKETIKO**
 - **ALICE TABEBOT**





Accès limité à l'école et faible niveau d'apprentissage de base^{2,3}

ACCÈS LIMITÉ À L'ÉCOLE

Avec 98 millions d'enfants et de jeunes hors du système scolaire, une grande proportion de jeunes ne bénéficie pas du cadre formel pour recevoir l'ECS.

- Cela signifie que l'ECS ne peut pas être pensée uniquement à travers l'école : il faut prévoir des **approches alternatives et communautaires**

FAIBLE NIVEAU D'APPRENTISSAGE DE BASE

L'apprentissage fondamental en Afrique révèle que seulement 10,8 % des enfants atteignent le niveau de compétence minimal en lecture et en mathématiques à la fin de l'école primaire, **niveau pourtant nécessaire pour poursuivre leurs études et réaliser leur plein potentiel. atteignent un niveau de lecture acceptable.**

- Cela indique que, même parmi ceux qui sont scolarisés, les capacités de compréhension et d'assimilation sont limitées.



Connaissance complète du VIH chez les adolescents^{4,5}

- Dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, les connaissances complètes sur le VIH restent très limitées. Selon l'UNESCO, qui s'appuie sur des données régionales, seulement environ 22 % des filles et 24 % des garçons âgés de 15 à 19 ans disposent de connaissances complètes sur le VIH.
- Cette situation est cohérente avec les conclusions de l'UNICEF, selon lesquelles les connaissances complètes sur le VIH restent inférieures à 50 % chez les adolescents dans la plupart des pays disposant de données disponibles.
- Il existe d'importantes différences entre les pays.



État des lieux des programmes d'ECS dans certains pays de l'Afrique francophone 1/2 ⁶

Politiques et cadre juridiques

- I. La plupart des pays de la région ont des politiques et un cadre juridique propices à une mise à l'échelle de l'ECS, et dans certain cas, à la protection des filles.
- II. Malgré l'existence de politiques et d'un cadre juridique, leur mise en œuvre demeurent **problématique**: très faible connaissance et application des lois, manque de décret d'application, contexte socioculturel peu favorable.
- III. L'insuffisance de la vulgarisation et de l'application de lois et de textes juridiques requiert donc des activités ciblées pour assurer une mise à échelle. (Exemple de la Côte d'Ivoire qui a élaboré un « Recueil de textes juridiques et non juridiques » qui vise à informer sur les voies de recours et les textes de loi susceptibles de mettre fin aux situations de violence basées sur le genre et de grossesses non désirées en milieu scolaire).



État des lieux des programmes d'ECS dans certains pays de l'Afrique francophone 2/2 ⁶

CONTEXTE INSTITUTIONNEL

- La plupart des pays se sont dotés d'un cadre politique et stratégique bien établi

OBJECTIFS ET PRINCIPES DES PROGRAMMES D'ENSEIGNEMENT

- les pays ont relativement de bons résultats concernant les objectifs et les principes des programmes d'enseignement.

CONTENUS DU PROGRAMME

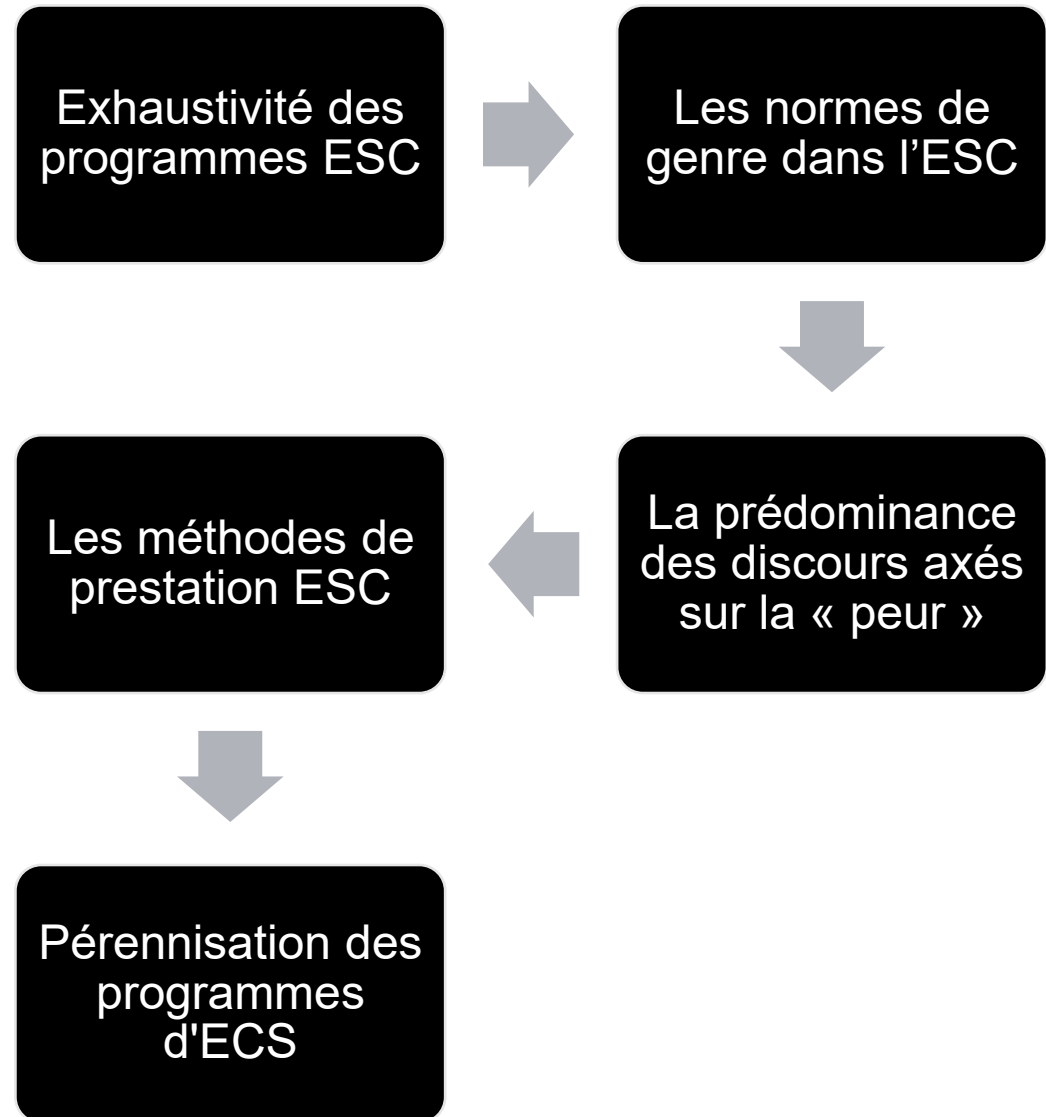
- les contenus destinés aux plus jeunes sont les moins développés. Dans certains pays, ils sont même absents

MISE EN ŒUVRE

- de manière générale, la mise en œuvre est relativement solide dans les pays. Elle est la composante la plus forte du programme dans les 7 pays



Défis de la mise en œuvre de l'ECS ⁷



Bonnes pratiques et leçons apprises de la MEO de quelques programmes en Afrique francophone ⁸

De l'engagement des pays notamment du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Togo, plusieurs bonnes pratiques et leçons apprises pourraient servir d'exemples pour d'autres pays.

Plaidoyer et engagement des parties prenantes : Un plaidoyer solide est essentiel pour développer une compréhension commune de l'ECS parmi les parties prenantes clés. Au Bénin, par exemple, un processus d'élaboration inclusif a permis de développer une compréhension commune de l'ECS et de son importance.

Formation initiale approfondie des éducateurs : La formation des éducateurs ne doit pas se limiter au contenu et aux méthodologies pédagogiques. Elle doit également inclure une réflexion personnelle sur leurs propres valeurs et attitudes envers la sexualité.

Collaboration intersectorielle et coordination efficace : La mise en œuvre efficace de l'ECS nécessite une coordination et une collaboration efficaces entre les ministères de l'Éducation, de la Santé et d'autres parties prenantes. Au Sénégal, la Coalition pour la Santé de la Reproduction des Adolescent(e)s et Jeunes a regroupé le Ministère de l'Éducation, les agences des Nations-Unies et les organisations de la société civile, permettant une meilleure efficacité et une compréhension commune des enjeux.



Leviers du succès pour une mise en œuvre de ECS^{9,10}

Les études sur les conditions et actions qui s'avèrent être propices à l'institution ou à la mise en œuvre de l'information et l'éducation complète ont identifié des leviers du succès. Entre autres :

- **L'institution d'un environnement favorable** : Une volonté et un soutien politique à un haut niveau sont essentiels. L'implication des parents et tuteurs des adolescents et jeunes; le lien avec les services
- **L'implication et le soutien des parties prenantes** : la constitution d'une coalition nationale, des alliés clés, l'implication des enseignants, des adolescents et des jeunes etc.
- **Le plaidoyer et la sensibilisation** : des activités continues de sensibilisation, d'information, de communication, de plaidoyer et de recherche de consensus etc.
- **La réponse nationale** : L'élaboration d'un plan stratégique national préalable à la mise en œuvre du programme, des outils opérationnels d'ECS etc.





Initiative régionale : UNFPA WCARO – Élargissement de l'accès à l'éducation complète à la sexualité (ECS) »

- L'UNFPA WCARO travaille à l'échelle régionale dans 17 pays (dont de nombreux francophones) en mobilisant les ministères de la Santé et de l'Éducation pour élaborer des feuilles de route nationales dédiées à l'ECS, renforcer les structures scolaires, former les prestataires de santé et mettre en place des services accessibles.
- L'initiative "élargir l'accès à l'ECS" est destinée à répondre aux défis démographiques, sanitaires, éducatifs et socioculturels de la région. Elle couvre les pays de l'Afrique francophones suivants : Benin, Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo qui font partie des plus jeunes populations mondiales, confrontées à des enjeux de croissance démographique, d'accès limité à l'éducation, ainsi que des niveaux élevés de mariages précoces, de grossesses chez les adolescentes et de mortalité maternelle.



UNFPA WCARO – Élargissement de l'accès à l'éducation complète à la sexualité (ECS) »

https://wcaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/VF_Brochure%20CSE_FR_WCARO.pdf

Les initiatives nationales pays sont multiples :

- Burkina Faso : le MJPEJ qui assure la politique du gouvernement en matière de formation professionnelle a pris l'initiative, d'introduire au sein du cursus des programmes de formation des centres de formation professionnelle, des modules traitant l'éducation complète à la sexualité. [UNFPA Burkina Faso | L'éducation complète à la sexualité enseignée dans les centres de formation professionnelle au Burkina Faso : une clé de plus pour préparer l'avenir.](#)
- Togo : déploiement du programme EVSS «Éducation à la Vie et à la Santé Sexuelle.» en milieu extrascolaire avec la société civile, ciblant les jeunes et leurs parents en zone maritime. [UNFPA Togo | L'UNFPA et les OSC au Togo unissent leurs forces pour garantir l'accès à l'Éducation Complète à la Sexualité en milieu extrascolaire : Le programme EVSS se déploie avec succès dans les communes de la région maritime.](#)
- Niger : introduction de l'ECS dans les disciplines scolaires comme SVT, Économie Familiale et Sociale, et Géographie ; formation d'enseignants dans plusieurs régions. **Mais en février 2024, la ministre de l'Éducation nationale a suspendu l'éducation sexuelle dans les programmes scolaires. Un comité interministériel a été mis en place pour analyser et proposer une nouvelle version des programmes mieux alignée avec les valeurs du Niger.**



Construire le soutien et surmonter les résistances : le cas du Sénégal¹¹

Contexte :

- Fort soutien politique en faveur de l'amélioration des taux d'achèvement scolaire et de la santé sexuelle et reproductive des adolescents.
- Contexte social conservateur, parfois en décalage avec les réalités et les aspirations des jeunes.

Les ONG ont collaboré avec les responsables gouvernementaux afin de renforcer leur soutien.

- Plaidoyer auprès des leaders communautaires, en particulier des leaders religieux.
- Communication avec les leaders communautaires afin de renforcer leur adhésion.
- Création d'une demande de la part des jeunes en faveur de l'éducation sexuelle.

Gestion des premières manifestations de résistance.

- Compromis sur le contenu des programmes scolaires.
- Mise en place d'une communication active et continue.



Perspectives et opportunités régionales



ÉCOUTER, COMPRENDRE, AGIR



Atelier régional de plaidoyer pour les droits et la santé sexuels et reproductifs des adolescent·es et des jeunes en Afrique de l'Ouest et du Centre, 16 et le 18 juillet 2025 à Ouagadougou au Burkina Faso.

Les leviers d'action ont été identifiés:

- Mettre en place un cadre régional harmonisé de redevabilité pour les engagements en Afrique de l'Ouest et du Centre.
- Créer une plateforme régionale multi-acteurs, incluant la société civile et les jeunes.
- Plaider pour des lignes budgétaires nationales dédiées à l'éducation complète à la sexualité et aux droits et la santé sexuels et reproductifs des adolescent·es et des jeunes.
- Financer la recherche comportementale pour déconstruire les freins socioculturels.

[Source : Plaidoyer en Afrique: Mobilisation pour la santé, l'éducation et l'épanouissement des jeunes](#)



Rôles des chefs de district de santé en lien avec l'Éducation Complète à la Sexualité (ECS) 1/2

- 1. Planification, suivi et supervision :** Le chef de district assure une fonction de pilotage commune aux différents domaines de SSRA en planifiant les interventions, en suivant leur mise en œuvre et en organisant une supervision de soutien. Dans le cas de l'ECS, cette fonction doit intégrer la dimension multisectorielle de l'intervention, notamment la collaboration avec le secteur de l'éducation et les organisations travaillant avec les jeunes.
- 2. Renforcement des capacités :** Le chef de district doit assurer le développement des compétences des acteurs impliqués dans la SSRA. Dans l'ECS, cette fonction prend une dimension plus large, car elle concerne non seulement les agents de santé, mais aussi les acteurs qui contribuent à l'éducation et à l'accompagnement des adolescents et des jeunes, en particulier dans les secteurs de l'éducation et de la jeunesse.
- 3. Mobilisation communautaire et participation des adolescents et des jeunes :** Le chef de district contribue à mobiliser les communautés et les différents acteurs locaux afin de créer un environnement favorable à la SSRA. Pour l'ECS, cette mobilisation vise spécifiquement à favoriser un environnement social favorable à l'éducation sexuelle et à renforcer l'implication des adolescents, des jeunes et des acteurs communautaires dans les interventions éducatives et préventives.



Rôles des chefs de district de santé en lien avec l'Éducation Complète à la Sexualité (ECS) 2/2

4. **Coordination multisectorielle** : La coordination avec les secteurs et partenaires concernés constitue une fonction du chef de district. Dans l'ECS, elle revêt une importance particulière en raison du rôle central du secteur de l'éducation, mais aussi des organisations de jeunesse et des acteurs communautaires. L'objectif est d'assurer une cohérence entre les interventions éducatives, communautaires et sanitaires destinées aux adolescents et aux jeunes.
5. **Utilisation et accès aux services de santé sexuelle et reproductive de qualité** : Le chef de district contribue à renforcer les liens entre les différents espaces où l'ECS est dispensée et les services de santé sexuelle et reproductive. Dans le cadre de l'ECS, cette fonction consiste à mettre en place ou à renforcer les mécanismes de collaboration et d'orientation entre les établissements scolaires, les organisations communautaires et les formations sanitaires offrant des conseils, un accompagnement et des services de santé sexuelle et reproductive adaptés aux adolescents et aux jeunes.
6. **Mobilisation de ressources et utilisation des données pour renforcer les programmes** : Le chef de district contribue à mobiliser, avec les départements et partenaires concernés, les ressources nécessaires à la mise en œuvre des interventions de SSRA. Dans le cadre spécifique de l'ECS, cette fonction consiste à plaider auprès des instances régionales et/ou nationales compétentes pour obtenir les matériels pédagogiques, l'assistance technique et les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre efficace des activités d'ECS.



Messages clés

- La pertinence et la nécessité de l'ECS qui est un levier stratégique pour améliorer la SSR , l'égalité de genre et l'autonomisation des jeunes en Afrique francophone caractérisés par une forte proportion des jeunes, un taux élevé des grossesses et VIH parmi les jeunes
- Il est important d'aligner l'ECS sur les normes internationales tout en les adaptant aux contextes socioculturels, linguistiques et religieux spécifiques à chaque pays
- Il faut renforcer le système éducatif en intégrant l'ECS non pas seulement dans les curricula officiels mais aussi dans les programmes extrascolaires et informels
- Il faut promouvoir la multisectorialité et les partenariats en mobilisant les secteurs de, de la santé, de la jeunesse, etc. en collaboration avec la société civile, ONG des jeunes
- Développer des indicateurs pour mesurer les acquis des élèves, l'impact sur les comportements et la réduction des grossesses précoces/IST et favoriser les échanges de bonnes pratiques entre les pays





RÉFÉRENCES



Références

1. UNESCO. Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité: une approche factuelle. Paris : UNESCO ; 2018. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000266214>
2. UNESCO. L'éducation en Afrique [Internet]. Paris: UNESCO; [cited 2026 Sep 26]. Available from: <https://www.unesco.org/fr/africa/education>
3. UNESCO. New estimation confirms out-of-school population is growing in sub-Saharan Africa. Global Education Monitoring Report; 2023. Disponible sur: <https://www.unesco.org/gem-report/en/publication/out-school-numbers-are-growing-sub-saharan-africa>
4. UNESCO. L'éducation sur le VIH peut sauver des vies: le parcours d'une femme, de la stigmatisation à la promotion de la santé et du savoir au Cameroun [Internet]. Paris: UNESCO; 2023 déc 14 [cité le 20 sept 2026]. Disponible sur: <https://www.unesco.org/fr/articles/leducation-sur-le-vih-peut-sauver-des-vies-le-parcours-dune-femme-de-la-stigmatisation-la-promotion>
5. UNICEF. Addressing inequities in the global response: children, adolescents and AIDS in 2022 [Internet]. New York: United Nations Children's Fund; 2022 [cited 2026 Sep 20]. Available from: https://www.unicef.org/brazil/media/21901/file/addressing-inequities-in-the-global-response_children-adolescents-and-aids-2022.pdf



Références

6. UNESCO. L'éducation à la sexualité en Afrique subsaharienne: synthèse comparative par pays des résultats d'études conduites dans 13 pays [Internet]. Paris: UNESCO; 2021 [cité le 26 sept 2026]. Disponible sur: <https://www.gfmer.ch/ssr-cours-2023/ssra/pdf/education-a-la-sexualite-en-afrique-subsaharienne-unesco-2021.pdf>
7. Achen D, Fernandes D, Kemigisha E, Rukundo GZ, Nyakato VN, Coene G. Trends and Challenges in Comprehensive Sex Education (CSE) Research in Sub-Saharan Africa: a Narrative Review. Curr Sex Health Rep. 2023 May 6:1-9. <http://dx.doi.org/10.1007/s11930-023-00362-1>.
8. UNFPA WCARO. L'Éducation Complète à la Sexualité : Données probantes et pratiques prometteuses en Afrique de l'Ouest et du Centre [brochure en français]. UNFPA Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre; 31 octobre 2018. Disponible en ligne : https://wcaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/VF_Brochure%20CSE_FR_WCARO.pdf
9. UNESCO. Engagement de l'Afrique de l'Ouest et du Centre pour des adolescents et des jeunes éduqués, en bonne santé et épanouis. UNESCO ; 2021. Disponible en ligne : <https://commit4youngpeople.org/sites/default/files/2023-04/Rapport%20r%C3%A9gional%20-%20FRENCH%20-%20Dec%202022%20-%20DIGITAL.pdf>



Références

10. Chandra-Mouli V, Lane C, Wong S. What Does Not Work in Adolescent Sexual and Reproductive Health: A Review of Evidence on Interventions Commonly Accepted as Best Practices. Glob Health Sci Pract. 2015 Aug 31;3(3):333-40. <http://dx.doi.org/10.9745/GHSP-D-15-00126>
11. Chau K, Traoré Seck A, Chandra-Mouli V, Svanemyr J. Scaling up sexuality education in Senegal: integrating family life education into the national curriculum. Sex Educ. 2016;16(5):503-519. doi:10.1080/14681811.2015.1123148.



MERCI

